



Extrait du mondialisme.org

<http://mondialisme.org/spip.php?article1626>

Sur les luttes d'octobre-novembre 2010

- Temps critiques -

Date de mise en ligne : mercredi 23 mars 2011

mondialisme.org

Du mouvement ouvrier aux mouvements sociaux

Si les années 1960-1970 ont constitué le point d'inflexion entre l'apogée et le déclin des mouvements prolétariens, peut-on dire qu'octobre 2010 clôt la période initiée en 1986 avec les grèves à la SNCF, dans les hôpitaux et dans la jeunesse scolarisée et sonne le glas des « mouvements sociaux » qui leur avaient succédé ? À première vue oui : il n'y a même plus de coordinations, les nouveaux syndicats comme SUD ou la CNT, vingt ans après leurs déclarations d'intention, ne songent plus qu'à faire entendre leur différence au sein des intersyndicales ou des « interpro ».

De 1995 à 2010 en passant par 2003, ce qui prédomine c'est le sentiment de répétition, la lassitude devant les grands appels à des grèves nationales sans lendemain, devant le verrouillage syndical et sa traduction en termes uniquement revendicatifs et quantitatifs, devant des grèves par procuration qui comptent de plus en plus de supporters pour de moins en moins de protagonistes¹.

Mais ces mouvements sociaux se situaient encore en référence au fil rouge de l'histoire des luttes de classes et du mouvement ouvrier. Et cela malgré le fait qu'ils aient abandonné une base de classe. À cet égard, on peut dire que le mouvement de 1995 avec son « Tous ensemble » est un moment de basculement où la nouvelle unité se cherche non plus dans l'objectivité d'une position de classe, mais dans la défense des acquis de la lutte des classes et la défense des institutions de solidarité de l'époque de l'État-providence, ce dernier lui-même fruit d'un compromis entre ces classes.

Ce qui relie encore tout cela, c'est l'extension continue du salariat, au moins jusqu'au début des années 2000 et le maintien de l'idée de centralité du travail vivant dans le procès de production et de valorisation. On retrouve cette idée de centralité du travail aussi bien dans le mouvement de 1995 autour d'une Sécurité Sociale légitimée et financée justement sur cette base de l'extension continue du salariat dans la population active, bien que les premiers signes de crise se manifestent déjà (fiscalisation partielle avec la mise en place de la CSG et extension des allocations-santé aux individus trop précaires avec la CMU), que dans le mouvement pour les retraites de 2003.

Le mouvement de 2010 ne dépasse pas cette limite qui est de se référer à l'époque bénie de l'État-providence et du mode de régulation fordiste avec ses institutions abstraites de solidarité (le système de sécurité sociale). Mais ce mode de régulation n'a pas été émancipateur² ou alors il ne l'a été que par rapport à une situation antérieure dans laquelle la force de travail était tendanciellement réduite à l'état de pure marchandise³, mais il n'est en rien émancipateur vis-à-vis du travail lui-même qui est fondamentalement le fruit de la séparation entre les activités humaines⁴ et le produit de la domination et de l'exploitation des hommes sur d'autres hommes.

Le mouvement de 2010 est encore en plein là-dedans puisqu'il n'a, pas plus qu'en 2003, fait le lien entre les attaques sur les acquis (âge des retraites et niveau de vie), la perte de substance du travail (pour une majorité il n'est plus qu'un « emploi » et dans certains pays un « job ») et l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation. En revendiquant le maintien de la forme socialisée du salaire que représente le système de Sécurité Sociale, il continue à se placer sous la férule du capital. C'est là-dessus qu'a pu reposer la toute puissance de l'intersyndicale dans la lutte. Une fois de plus et contrairement à ce que croient tous les gauchistes encore en activité, il n'y a eu aucune « trahison syndicale ». L'intersyndicale a pu premièrement, jouer un rôle d'amplificateur du mouvement par son extension jusqu'aux petites communes ; deuxièmement, imposer son rythme avec le découpage en « temps forts » et temps faibles ; troisièmement, indiquer les règles de la partie à jouer et donc les limites à ne pas dépasser (la grève reconductible dangereuse car donnant la parole à la base), la grève générale utopique car elle ne se décrète pas, l'atteinte aux biens et aux personnes car quand même on n'est pas en Inde ou en Corée du Sud !.

C'est pourtant ce lien qui aurait pu lui permettre de poser un écart par rapport à ce qui était attendu, à savoir non pas une réaction de mécontentement, mais une réaction de refus et de révolte qui pose non pas la simple défense

des acquis (que représentent ces acquis sur les retraites, par exemple, pour des jeunes de 20 ans qui peinent à entrer dans de bonnes conditions sur le marché du travail ?), mais des perspectives d'émancipation par rapport aux logiques du capital en vue de son abolition finale. À défaut il s'est, là-aussi, produit un fameux blocage, mais un blocage de perspective subi par le mouvement car c'est l'État qui y répond par son propre blocage : blocage des négociations, blocage des débouchés.

Pour sortir de cette impasse certains ont proposé l'idée d'un salaire égal pour tous⁵, mais ce mot d'ordre tombe à plat car nous ne sommes plus dans les années 1950-1960 pendant lesquelles le salariat continuait son extension quantitative tout en développant une nouvelle division du travail et de nouvelles hiérarchisations⁶. Aujourd'hui de plus en plus d'individus se retrouvent en bordure du travail (les stagiaires, les anciens allocataires du RMI ou les nouveaux du RSA, les bénéficiaires de contrats aidés, les chômeurs), en bordure du salariat (les nouveaux « auto-entrepreneurs », les intermittents du spectacle et tous les individus qui travaillent en *free lance* et autres abonnés aux petits boulots). Pour eux, un salaire égal pour tous n'a pas grande signification ; ce qu'ils veulent c'est une extension de la gratuité (CMU, transports publics, eau-gaz-électricité, etc.), un revenu garanti en dehors du temps de travail officiel ou éventuellement comme à la Guadeloupe, un prix maximum et un accès aux produits de première nécessité. Mais il n'y a pas de remise en cause des rapports sociaux car la société capitalisée c'est justement une société qui a englobé les antagonismes de classe de telle façon qu'on a l'impression que le rapport social n'est plus mû par le travail qui servait de médiation aux classes mais par le résultat du procès de production lui-même : puissance et profit d'un côté, revenu et consommation de l'autre cherchent à s'autonomiser l'un de l'autre et de ce qui les présupposait.

Si les AG interpro d'aujourd'hui n'arrivent pas à la hauteur des coordinations de 1986, c'est un peu pour les mêmes raisons. En effet, les coordinations reposaient encore sur l'idée de professionnalité et sur la défense du métier (« roulants » de la SNCF, infirmières des hôpitaux) derniers vestiges de l'identité ouvrière fondée sur le travail, or, dans la société capitalisée, cette identité ne peut même plus être affirmée ou alors il faut quasiment se mettre dans l'illégalité pour continuer à le faire (*cf.* le cas des enseignants « désobéisseurs » ou des salariés de Continental). Mais ces coordinations, comme plus tard le néo-syndicalisme à la SUD, exprimaient déjà la fin de l'unité de classe comme projet et le repli sur ce qu'on pourrait appeler un « basisme corporatiste ». Les « roulants » refusaient de se lier aux autres cheminots, les infirmières cherchaient à faire reconnaître la valeur de leur diplôme sans rapport avec les conditions des salariés subalternes des hôpitaux, les étudiants refusaient l'introduction d'un *numerus clausus* à l'entrée de l'université sans s'occuper du tarissement des offres d'emploi pour les diplômés. Tous cherchaient à arracher les derniers acquis sociaux ou démocratiques dans des secteurs particulièrement sensibles pour l'ordre étatique.

Les grands syndicats allaient quand même tirer une leçon de tout cela. Plutôt que de risquer l'extension de ces formes basistes de résistance, ils impulsèrent à partir des années 2000, des assemblées générales professionnelles ouvertes aux discussions, mais pas aux décisions et laissèrent s'organiser des assemblées interprofessionnelles bien peu générales et donc elles aussi peu décisionnelles. Le formalisme démocratique succédait à l'auto-ritarisme stalinien, mais sans que les différences de contenu de la lutte apparaissent clairement.

Les « interpro » représentent aujourd'hui une tentative artificielle de recréer une unité dite à la base alors qu'elles ne regroupent souvent que les néo-syndicalistes plus ou moins gauchistes et quelques grévistes mouvementistes. Leur seule activité collective est finalement de reprendre le mot d'ordre classique du mouvement ouvrier à ses meilleurs moments (grève générale), mais sans même lui adjoindre le qualificatif d'insurrectionnelle, ce qui le réduit à l'usage purement instrumental qu'en fait un syndicat comme Force Ouvrière ; ou alors de propager celui qui a été érigé en modèle depuis le début des années 2000 (grève reconductible), mais qui a montré ses limites dans la construction du rapport de force et son coût élevé pour les salariés avec le décompte défavorable des jours de grève adopté en 2003. Dans tous les cas, ces deux formes renvoient à des modes d'action typiques de l'époque de la centralité ouvrière, typique de l'époque où le nerf de la guerre c'était la production et où il fallait faire céder les patrons. Il en est tout autrement quand le principal patron (direct ou indirect) c'est l'État et que ce qui est central ce n'est plus la

production mais la reproduction d'ensemble⁷. De là provient la dimension stratégique des blocages, du moins à l'origine : ils représentent une action contre les flux plus que sur les stocks, une action de blocage de la circulation (des biens et services comme des personnes) plus qu'une action de blocage de l'accumulation. Là aussi, c'est un signe qu'on a changé de période. Nous ne sommes plus au temps des occupations et des tentatives d'autogestion ou de gestion ouvrière, mais dans l'idée plus ou moins théorisée préalablement ou explicitée dans le feu de l'action, que le capital s'est restructuré sous forme de réseau et que le patron comme la valeur se font « évanescents ». De la même façon que sur la chaîne de travail des années 60-70 il suffisait que les OS bloquent un segment de la chaîne pour arrêter le processus de production, on a aujourd'hui l'impression que bloquer un segment du réseau suffit à arrêter le procès d'ensemble du capital. C'est ce qui a donné son retentissement au blocage des ports pétroliers. Mais les limites du blocage sont vite apparues. Le blocage ne peut être partiel, il faut qu'il aille jusqu'à la paralysie sans attendre la devenue mythique grève générale. Comme le dit le tract « Une hypothèse » (bilan orienté du mouvement contre la réforme des retraites), on assiste à un « dérèglement de la mécanique révolutionnaire imaginaire (grève-grève générale-expropriation-relance de la production sous contrôle ouvrier ou autogestion) ». Nous y reviendrons.

Des luttes sociales à la lutte dans « le social »

En tant que bataille pour les retraites et simple défense des acquis, l'impact de la lutte d'octobre 2010 était dérisoire au regard de celle de 2003. D'une part, le rapport de force politique est en effet devenu beaucoup plus défavorable face à un État qui a gagné la bataille des « idées » sur la nécessité de la réforme. D'autre part, l'évolution des rapports sociaux dans le sens d'une croissance des inégalités et d'un éclatement des différentes fractions du salariat conduit à la dissolution du « sens du tous ensemble » qui avait encore pu faire croire, en 1995 à l'avenir de ce type de mouvement⁸. Il marque la fin de l'illusion de la lutte sociale car même un gouvernement étalant au grand jour et sans aucune retenue ses rapports de consanguinité avec les entreprises et les banques, parlant avec une suffisance et un aplomb inhabituel quand le monde semble pourtant céder sous ses pieds (crise financière, affaire Woerth pourtant ministre du travail en charge de la réforme des retraites) et ayant recours à des opérations de basse police contre des populations sans défense (Roms, sans papiers) que même Bruxelles réprouve, bref un gouvernement complètement discrédité, y compris au sein de sa majorité et sur le plan international, conduit à mener une « politique » au jour le jour, eh bien même ce type de gouvernement peut se montrer sûr de lui et triomphaliste quand il attaque violemment le monde du salariat et qu'il promet de nouvelles mesures qui vont encore aggraver les inégalités dans les prochains mois (attaques contre les 35h, diminution des remboursements de Sécurité Sociale). Cette situation atypique voit fleurir les formules synthétiques à vocation magique (situation de « mai rampant italien » pour l'écologiste Contassot⁹, de « guerre sociale durable et pacifique » pour le spécialiste de l'oxymoron anticapitaliste Corcuff¹⁰, « résistance citoyenne et populaire » pour d'autres) qui toutes prennent acte de l'éclatement du « Tous ensemble » de 1995 tout en refusant de s'inscrire dans une radicalisation des contenus et de la forme qu'ils condamnent implicitement ou explicitement comme stratégie du tout ou rien¹¹. En effet, même si certains parlent aujourd'hui d'un schéma qui oscillerait entre guerre civile et état d'exception d'un côté, délinquance sociale et lutte armée/insurrectionnisme de l'autre, à de rares exceptions (actes de révolte contre l'injustice et actes de désobéissance par exemple) ce qui prédomine aujourd'hui ce ne sont pas des actions de rébellion, mais des comportements désabusés (vote pour les « extrêmes », absentéisme électoral, participation aux manifestations organisées et encadrées par les grandes centrales syndicales dans lesquelles les derniers partis ne voient jamais les premiers arrivés). Même si on peut avoir l'impression de coups de fièvre, nous ne sommes pas dans la haute tension ¹².

Une telle reddition *a priori* du « mouvement social » s'est exprimée dans l'absence visible de contenu du mouvement. Pas de revendications autres que celle du retrait du projet ou alors, côté minimaliste et majoritaire une simple reprise des négociations et côté maximaliste mais minoritaire, un retour à une situation antérieure plus favorable, alors que le chômage des jeunes et des salariés âgés augmente. Aucun mot d'ordre alternatif n'a eu de prise. Il n'est donc pas étonnant que le mouvement, tout en ayant été en partie spontané, se soit retrouvé assez vite encadré et porté par la nouvelle « boîte à outils » syndicale :

– la mise en place d'une intersyndicale qui n'est plus tirée par son aile anti-capitaliste, mais par son aile réformiste (la CGT ne cherche plus à attirer la CFDT sur ses positions mais à faire le trajet inverse)

– une réorientation de l'utilisation cégétiste du fer de lance des entreprises industrielles de production (automobile, métallurgie surtout) vers les entreprises industrielles de distribution (les raffineries) ou de transports de fret (les dockers) de façon à lui donner une capacité de « nuisance » que lui enlève sa participation douillette à l'intersyndicale.

– un désamorçage de la pratique des blocages par son utilisation bureaucratique mélangeant opérations coups de poing et blocages correspondants plus à un repli sur soi qu'à une véritable ouverture recréant des situations proches de celles des « occupations » de 1968 : des blocages ou « on tape le carton » et où la question d'une éventuelle gestion ouvrière et a fortiori de l'autogestion n'est même plus mise sur le tapis

– enfin une stratégie politique de consensus par rapport à l'opinion publique qui verra la CGT collée à l'évolution des sondages comme n'importe quel parti politique avant une période électorale¹³
La forme d'abord¹⁴ !

De la même façon que l'occupation des usines en 1968 ne fut la plupart du temps, une fois passé le temps du coup de force de groupes d'ouvriers ne revendiquant rien et voulant tout, qu'une occupation passive par des syndicalistes chargés de « protéger l'outil de travail », la majorité des salariés préférant rester chez elle ou pour une minorité se répandre dans les rues et rejoindre les manifestations étudiantes, les blocages de 2010 ont été loin d'être le fait d'une proportion importante de travailleurs et même de grévistes. On a assisté plutôt à une sorte de blocage par procuration¹⁵ comme il y a eu la grève par procuration au cours des « mouvements sociaux » de ces vingt dernières années.

Cette faiblesse de contenu de la lutte s'est doublé d'un relatif épuisement des forces depuis 2003 et de la plus en plus grande diversité des situations dans la Fonction publique (plans de pré-retraites à la Poste, aux douanes et au Trésor, rien dans l'EN) et des entreprises comme la SNCF et la RATP (les régimes spéciaux). Bref, les forces de lutte des secteurs traditionnels de la reproduction du capital n'ont pas joué le rôle qui était devenu le leur depuis 1986.

Or le blocage doit être massif sinon il devient un mouvement de quelques uns qui vient se substituer à la grève de tous¹⁶. Le blocage n'est qu'une forme qui ne vit et se développe qu'en fonction d'un contenu. Si ce contenu n'est pas discuté et ne s'approfondit pas, la forme devient rapidement une coquille vide qui s'épuise. L'effectivité des blocages se transforme alors en idéologie du blocage¹⁷. L'action épouse un dispositif critique principalement basé sur la « monstration ». Il s'agit moins de faire que de montrer qu'on fait, — ou qu'on pourrait faire et que cela s'est déjà fait ailleurs. Le potentiel est cause du réel. Les moyens d'information jaugent le potentiel, montent en épingle un micro événement et la logique militante est prise à ce jeu¹⁸. On se communique donc *via* les médias officiels aussi bien qu'alternatifs une masse considérable de faits insignifiants (un piquet ici ou là, une vitrine cassée, un pneu qui brûle, etc.). Ces faits sont destinés à dépérir une fois épuisé leur effet démonstratif.

Nous sommes donc restés très loin d'une paralysie de l'appareil productif. D'autant plus loin que contrairement à l'époque où les grèves de mineurs faisaient peser une menace grave sur la principale source d'approvisionnement, le développement sous contrôle étatique et syndical de la production d'énergie nucléaire ainsi que la récente diversification de nos sources d'approvisionnement en pétrole et gaz *via* les accords de l'Agence européenne de l'énergie et la toile d'oléoducs tissée par l'OTAN, rendent ces blocages plus symboliques qu'efficaces. Il y a là une faille dans les stratégies du blocage qui correspond, à mon avis, à une faiblesse dans l'analyse des transformations du capital. Si on veut sortir du symbolique — qui a quand même son importance — il ne s'agit pas de simplement bloquer les flux de personnes et de marchandises mais de neutraliser les flux énergétiques qui alimentent l'ensemble des réseaux¹⁹.

Le fer de lance de substitution constitué par le secteur des raffineries a été a tort considéré, par beaucoup d'observateurs, comme un retour des grèves dans le secteur privé et la fin des grèves par procuration. Nous ne

pouvons accepter cette interprétation car, à part chez Peugeot, il ne semble pas y avoir eu une flambée extraordinaire de grévistes dans le privé, au moins en nombre mais plutôt une extension des manifestations à la moindre petite ville ou commune. La « grève par procuration », s'il faut continuer à employer ce mot, a elle-même changé d'aspect car on est passé d'une procuration externe (salariés du privé vers ceux du public) à une procuration interne (faible pourcentage de grévistes par secteur, grévistes par roulement, utilisation des congés de RTT pendant les jours de grève, utilisation du blocage comme cache misère du nombre peu élevé de grévistes). Si le secteur des raffineries a été en pointe c'est que lui aussi participe de la reproduction du capital même si les marxistes de toute obédience auront tendance à placer ce secteur comme productif. On peut étendre cette réflexion au secteur de la déchetterie²⁰ et aux transports routiers.

Il est à noter quand même que les blocages ne sont arrivés que dans un deuxième temps, c'est-à-dire après les traditionnels appels syndicaux aux grandes journées de grève et manifestation et qu'ils ont produit une certaine radicalisation du mouvement dans la mesure où ils n'ont pas concerné que certains secteurs et entreprises, mais aussi la rue. Dans plusieurs villes, comme à Lyon par exemple, c'est la rue qui a été occupée, les centres-villes qui ont été bloqués parce que justement, dans ce second moment de nouveaux protagonistes ont rejoint le mouvement, remettant en question leur affectation dans un lieu particulier (les lycées, les universités, les banlieues) pour déborder vers d'autres lieux, d'autres protagonistes, d'autres formes d'action. Ceux qui alors occupent la rue, des gares ou même l'Opéra Bastille ne font pas que « cultiver leur propre monde, complètement étranger à celui auquel ils pensent trouver un terrain d'intervention » comme le dit le groupe *Lieux communs* dans son texte de bilan du mouvement ; ils manifestent un écart par rapport à ce qu'on pourrait attendre d'eux, écart déjà rencontré pendant la révolte des banlieues de 2005. Cet écart est une réponse, sans débouché, à une crise de reproduction de l'ensemble des rapports sociaux²¹ et leurs références ne sont plus celles des luttes pour la défense des acquis (on a eu peu de référence formalisée à 1995 et 2003), mais plutôt mai 1968.

Il n'est donc pas question pour eux de trouver un terrain d'intervention dans le « social » et auprès d'un peuple que finalement ils méprisent parce que soumis aux drogues du capital, pas question de trouver un terrain d'intervention social dit autrement et c'est pour cela qu'ils veulent faire « sécession ». Ils n'ont donc aucun rapport avec les maoïstes de la *Gauche prolétarienne* des années 70 : ils ne miment pas, en le radicalisant, le langage des franges lumpenisées du prolétariat (cf. le journal *La Cause du peuple*) et le pathos viril des ouvriers aux mains calleuses de la métallurgie et de la sidérurgie. Tout juste cherchent-ils le contact avec une nouvelle « plèbe » qui leur apparaît, elle aussi, comme objectivement sécessionniste mais qui leur reste étrangère. Ils ne « s'établissent » pas dans les banlieues comme les maoïstes le faisaient à l'usine, ils cherchent à constituer leurs propres quartiers ou tout au plus à zoner en bordure des quartiers immigrés délabrés des centres-villes plus accessibles financièrement. Le seul point commun étant cette ignorance ou ce refus, ce qui revient au même du point de vue des résultats, de ce qui a été avant, l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes prolétariennes.

Le blocage n'est donc devenu un peu plus gênant pour l'État, les patrons et les syndicats que lorsqu'il a été le fait de catégories ou d'individus qui occupent une position décentrée par rapport aux lieux de production et plus généralement aux lieux de travail (lycéens, étudiants, chômeurs, jeunes des quartiers) et qui posent donc quelque chose de très différent d'une réappropriation des moyens de production²². Contrairement à ce que sous-entend la revue *Théorie communiste* dans son dernier numéro²³, il faut bien se poser la question d'un *aggiornamento* théorique pour saisir la portée de la stratégie du blocage. Si le capital est puissance qui domine une valeur de plus en plus évanescence et qu'il se représente de plus en plus sous forme de flux et bien dans le blocage, il n'y a pas seulement entrave momentanée à la production de valeur, mais blocage de la production de valeur. En outre, ce qui est intéressant ce n'est plus de savoir quelle part du procès de circulation est productive (dans la théorie marxiste orthodoxe, uniquement le transport des marchandises) puisque le capital, dans son procès de globalisation a réalisé l'unité entre procès de production et procès de circulation. Ce qu'il importe donc, c'est de savoir que les transports (en général, y compris donc le transport des personnes) participent à ce procès général en tant que reproduction globale des rapports sociaux. Bloquer cela, c'est bloquer cette reproduction des rapports sociaux.

Ce qui est posé aussi c'est un autre rapport à la domination. Ce type de blocage répond à la dilution de l'ennemi provoquée par le processus de totalisation du capital. Occuper l'usine ou l'entreprise est devenu inadapté quand le directeur local n'est plus qu'un maillon de la chaîne. Bloquer l'économie devient un acte politique pour saper l'autorité et les pouvoirs en place. Ce n'est plus seulement le travail qui cherche à régler ses comptes avec le capital, mais une attaque plus générale contre l'ordre établi et la mise en jeu non seulement de notre rapport au travail mais à la vie en général. D'où aussi la difficulté de sauter le pas car alors l'action n'est plus guidée essentiellement par une logique de l'intérêt, fut-il de classe ! Là où il s'agissait d'affirmer sa force productive et son identité ouvrière comme base positive de l'émancipation des travailleurs, il faut se soustraire, interrompre, désobéir²⁴. Nous dirons plutôt produire un écart dans la lutte et les prises d'initiative. Nous y reviendrons.

Reterritorialisation ou déterritorialisation : une crise de reproduction des rapports sociaux.

En octobre-novembre 2010, on a eu aussi l'impression de quelque chose de très différent de 2005 (révolte des banlieues) et de 2006 (lutte contre le CPE). Là où il y avait eu territorialisation des luttes : mettre son quartier à feu et à sang et même entrer dans une surenchère de bandes d'un côté, blocage de son lieu d'étude de l'autre, il y a eu cette fois une déterritorialisation des actions dans le but de bloquer des centres-villes, des lieux de circulation, bref d'occuper la rue même si souvent les occupants ne savaient pas quoi en faire, la signification de l'action n'apparaissant qu'en creux, du fait d'être là déjà. Là où la territorialisation avait produit la fermeture de la révolte et du refus (les révoltés des banlieues n'ont pas reçu l'appui des étudiants, les étudiants n'ont pas reçu l'appui des jeunes de banlieue), la déterritorialisation a produit un certain mixage des protagonistes et quelques contacts certes limités. Toutefois, cette déterritorialisation est-elle-même située et non abstraite. L'écart par rapport à sa situation et conditions d'origine se produit à partir de cette situation et de ces conditions : le lycée, l'université, le quartier servent de base de regroupement vers autre chose sans plus constituer de base arrière qu'on occuperait comme en 1968. C'est ce qui fait la différence entre ces catégories et la grande masse des précaires qui n'ont pas de base de regroupement autre que celle de se mêler au « mouvement de la rue ». Cette notion d'écart nous semble fondamentale car elle cherche à tracer des pratiques qui ne sont ni de l'ordre de l'immédiateté (la logique de l'intérêt, la défense du statut, les revendications corporatistes) ni de l'ordre de l'extériorité qui peut amener à poser de bonnes questions ; mais suspendues en l'air²⁵. Mais le chemin est encore long car certaines situations sont lourdes d'habitudes héritées des anciennes pratiques. Ainsi, on a vu que par rapport à la situation de fermeture vis-à-vis de l'extérieur adoptée par la CGT dans les entreprises industrielles en 1968, il y a eu en octobre-novembre une plus grande ouverture vers l'extérieur. Elle tient autant à la perte de poids de la CGT — qui l'empêche aujourd'hui de faire cavalier seul — qu'au développement d'une grogne à la base qui remonte jusqu'aux délégués syndicaux. L'entente c'est donc souvent faite avec des gauchistes extérieurs à l'entreprise sur la base trotskiste traditionnelle d'une critique de la trahison des directions syndicales²⁶. Une limite du même ordre est apparue à propos du soutien aux grévistes. Il s'est le plus souvent organisé en direction des organisations syndicales (concrètement l'intersyndicale) et non pas de comités de grève²⁷ !

La perte de centralité du travail pousse de toute façon, comme on a pu le voir déjà en Argentine et en Grèce, à une grande diversité d'actions qui échappent en partie à l'obligation du respect de la légalité chère aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Les modes d'action s'adaptent à la restructuration du capital en forme réseaux. Cette diversité des modes d'action est renforcée par le fait que les jeunes y jouent un rôle de premier plan. Il ne s'agit plus de la jeunesse du tournant des années 60-70, c'est-à-dire d'une catégorie d'âge affirmant une position sociologique particulière dans les mutations du capital de l'époque. Il ne s'agit plus de la jeunesse comme refus des vieilles valeurs déjà bien entamées de l'ancienne bourgeoisie ; de la jeunesse comme avenir d'un autre monde, mais aussi de la jeunesse comme libération des possibles au profit du capital. Il s'agit des jeunes concrets en tant qu'ils sont étudiants, « gagners », précaires, entrants sur le marché du travail, consommateurs, etc. Des jeunes dont la diversité de situation s'accroît à nouveau après la convergence des années 60-70 et qui ne forment pas une catégorie comme on a pu s'en rendre compte dans le double isolement des banlieues de 2005 et des étudiants en 2006. Mais des jeunes qui restent au centre de la crise dans la mesure où celle-ci est essentiellement une crise de la reproduction des rapports sociaux.

Dans la société capitalisée tombe l'habituelle division marxiste entre infrastructure et superstructure

Bloquer l'économie dans les limites de l'État nation hexagonal qui plus est, apparaît aussi illusoire aujourd'hui qu'était absurde hier l'idée thorézienne d'inscrire la « construction du socialisme » dans un seul pays. Pourtant, cette

idée portée aujourd'hui par des forces politiques comme le NPA, semble réactiver le vieux « programme de transition » de Trotski. Dans cette optique, il est logique de préconiser « le blocage de l'économie jusqu'à la démission du gouvernement Sarkozy ». D'abord parce que l'économie n'est pas considérée comme l'une des facettes du monde du capital et de l'État, mais comme l'infrastructure face à laquelle le reste, État compris, n'est que superstructure. Ensuite, parce que le blocage constitue l'objectif commun censé unifier et conduire les oppositions à Sarkozy sur le terrain, à faire quelques pas supplémentaires en direction de la « transformation de la société ». Objectif préconisé par SUD et même repris par la CGT dans les colonnes de la « Vie ouvrière », il s'agira donc de promouvoir le slogan : « Contre l'exploitation, bloquons l'économie ». Avec une telle perspective, nous sommes renvoyés à 2012 et à une majorité de gauche qui devra remettre l'État dans le droit chemin, celui de la restauration de l'État social en charge de conduire de façon harmonieuse le couple progrès économique-progrès social.

C'est nier justement ce qui est le titre de cet *alinea* : la tendance qui conduit à la fin de la séparation entre superstructure et infrastructure ruine toute perspective d'autonomie de la politique et toute illusion sur une possible réforme de l'État.

De l'autonomie à l'écart

Ce cycle de lutte est en rupture avec celui des années 1960-70 parce que ce dernier portait encore une dimension prolétarienne de gestion collective des moyens de production à travers les expériences d'autogestion en France ou d'affirmation de l'autonomie de la classe à travers les luttes italiennes et les théories opéraïstes. Mais il est aussi en rupture avec le cycle suivant des années 1980-1990 dans lequel les restructurations mettent fin à ces tentatives et décentrent les luttes vers les questions de reproduction plus que de production, mettant en action l'ensemble des salariés, y compris les chômeurs, plutôt qu'une stricte classe ouvrière quantitativement en déclin dans ses anciennes forteresses et en partie redéployée dans des secteurs peu organisés et moins combatifs (bâtiment, travaux publics).

Dans le procès de globalisation du capital, cette autonomisation de la classe du travail n'est même plus pensable quand c'est au contraire le capital qui cherche à s'autonomiser de ce qui le présuppose avec la financiarisation de l'économie. Comme n'est plus possible non plus l'affirmation d'un point de vue de classe et même l'affirmation d'une identité ouvrière. C'est l'hypothèse programmatique qui s'est écroulée et c'est ce qui fournit une base objective aux pratiques d'écart²⁸. Les grèves de *desperados* (« on fait tout sauter si » comme à la Cellatex ou à Kronenbourg), les grèves qui cherchent à monnayer l'exclusion de la force de travail (Continental), certaines émeutes urbaines, les actes de désobéissance dans la fonction publique nous fournissent des exemples variés et pas forcément complémentaires²⁹ de cette nouvelle situation. Ces luttes nous fournissent des exemples, mais ne sont pas exemplaires car tant qu'elles ne s'étendent pas, elles ne sont que des signaux. Par exemple, quand les salariés de Continental luttent pour l'indemnité de départ, ils ne luttent pas pour leur maintien dans leur condition de travailleurs, mais leur isolement, le fait que la crise de reproduction ne soit pas plus avancée, les enferme dans la perspective de bien limiter les dégâts ou au moins d'en tirer parti.

Dans les luttes, quelles constituent des moments exceptionnels ou soient formées de résistances quotidiennes, il s'agit que les individus³⁰, ou collectifs, produisent des écarts par rapport à ce qui est attendu, c'est-à-dire produisent la pratique subjective correspondant à la nouvelle situation objective que nous venons de décrire. Par exemple ce qui définit les fonctionnaires, c'est qu'ils doivent « fonctionner » dans le respect de l'autorité hiérarchique, en se soumettant, en dernier ressort, aux directives de la haute administration. D'où les restrictions au droit de grève avec la mise en place du service minimum. Avec en plus, la tendance des fonctionnaires à mettre au centre des discussions et conflits, le maintien de la défense du service public, l'État et les syndicats n'ont en principe rien à craindre de ce côté. C'est pourquoi les actions pourtant minoritaires des enseignants « désobéisseurs » ont représenté un tel défi pour le pouvoir. Ils étaient dans l'écart. Un écart qui, même s'il n'est, comme ici, que partiel, n'en constitue pas moins une atteinte grave aux principes de fonctionnement de la fonction publique.

Il s'agit aussi de produire des écarts par rapport à notre fonction dans l'activité salariée, par rapport à notre identité de travailleur, car ce qui est à bloquer c'est la reproduction globale du capital qui inclut notre reproduction de salariés, dans cette identité et à cette fonction. La lutte doit être une remise en cause de tout cela et non pas

essentiellement la défense d'intérêts.

Enfin, bloquer cette reproduction c'est abandonner toute idée de réappropriation comme si le pôle travail du rapport social pouvait encore se substituer au pôle capital pour affirmer sa propriété, sa direction ou sa gestion.

Hiver 2011

Notes

[1](#) – Ainsi, on a pu remarquer une utilisation des temps de récupération et de RTT les jours de grève et de manifestations ce qui rappelle les pratiques des ouvriers italiens au cours des luttes des années 70. Cette pratique est importante à noter car elle ne fait pas partie des traditions de lutte du mouvement ouvrier français et signale ainsi des nouveaux comportements correspondant au fait que toute affirmation d'une identité ouvrière devient impossible aujourd'hui.

[2](#) – On peut même dire que ce type de solidarité abstraite a été un des fossoyeurs des valeurs originelles du mouvement ouvrier, valeurs reposant sur la solidarité concrète des coopératives et mutuelles ouvrières et non pas sur la toute confiance dans le rôle organisateur d'un État devenant progressivement le garant de la reproduction des rapports sociaux, le grand intégrateur, bref l'État social.

[3](#) – Ce qui est déjà très discutable (*cf.* la critique de Polanyi adressée à la thèse de Marx et aussi nos analyses dans la revue *Temps critiques*). Loin de nous l'idée qu'il faudrait nier la réalité des acquis sociaux comme si ceux-ci n'avaient été que des formes de rationalisation supérieure du capitalisme afin de passer d'une société de discipline à une société de contrôle et non pas le fruit de la dialectique des luttes de classe, mais il ne faut pas mythifier non plus ces acquis.

[4](#) – Quel meilleur exemple de séparation d'ailleurs que celui de la retraite !

[5](#) – *Cf.* texte sur le site *Lieux communs*, mais aussi d'une façon élargie, le livre de B. Friot, *L'enjeu des retraites*, Ed. La Dispute, 2010. Ce dernier s'élève contre les revendications centrées sur la sécurisation du salariat (plein emploi et revenu garanti), sans prise d'écart avec la réalité d'un marché du travail livré à la toute puissance des employeurs, sans remise en cause d'une conception du travail conçue uniquement à travers la loi de la valeur. Mais c'est pour prôner des initiatives qui se situent dans une perspective gestionnaire des travailleurs rendue obsolète par la nouvelle donne de la « valeur sans le travail ».

[6](#) – Cette revendication d'un salaire égal pour tous était un des mots d'ordre du groupe *Socialisme ou Barbarie* à cette époque. Cette position correspondait à une anticipation de la « révolution du capital » que nous reprenons à notre compte et que Castoriadis a reformulé ainsi : « L'imputation d'un résultat économique à une firme est purement conventionnel et arbitraire. [...] Tout aussi arbitraire est l'imputation du résultat productif à tel ou tel facteur de production, le "capital" ou le "travail". Capital (au sens des moyens de production produits) et travail contribuent au résultat productif sans que l'on puisse, sauf dans les cas les plus triviaux, et encore, séparer la contribution de chacun. La même chose vaut à l'intérieur de l'usine entre les différents départements et ateliers. Et la même chose vaut pour le résultat du "travail" de chaque individu. Personne ne pourrait faire ce qu'il fait sans la synergie de la société où il est plongé. » (« La rationalité du capitalisme », *Figures du pensable*, Seuil, 2009, p. 76-77). Mais elle correspond aussi à une affirmation plus discutable comme quoi le salaire pourrait être distingué du salariat, seul ce dernier étant propre au capitalisme parce qu'il ne rétribue pas le travail mais la force de travail-marchandise. C'est alors rendre le travail immuable, mais notre critique de cette position dépasse le cadre de cet article (*cf.* nos articles sur la question dans les nos 6-7, 9, 10 et 15 de la revue *Temps critiques*.)

[7](#) – Sur cette question de la reproduction on peut se reporter aux articles parus dans la revue *Temps critiques* (nos 9 et 15)

[8](#) – Le déclin des valeurs et comportements de classe de l'ancienne communauté de classe laisse place à une défense des acquis sociaux et du service public comme substitut à la communauté humaine.

[9](#) – S'il y a un point commun avec le « mai rampant italien », c'est dans la volonté des syndicats de laisser la bride sur le cou aux initiatives de la base à partir du moment où elles ne vont pas dans le sens d'une rupture du pacte entre partenaires sociaux. Dans cette mesure les petites frictions entre base et direction peuvent s'inscrire dans une dynamique de croissance quantitative des effectifs du syndicalisme et de renforcement des directions. Mais cette stratégie syndicale supposait un contexte de lutte de classe et donc une permanence des luttes qui permette tactique à court terme et stratégie à moyen terme. Ce n'est plus le cas à partir du moment où les « mouvements sociaux » succèdent aux luttes ouvrières.

[10](#) – Il semble être aussi à l'origine du « Je lutte de classes » censé manifester le retour de la lutte de classe au sein même du procès d'individualisation ayant conduit à l'individu égogéré. Tout cela est balayé d'un trait de plume par la définition de la formule : le « je lutte de classe » sera indissociablement individuel et collectif !

[11](#) – C'est par exemple explicite chez Corcuff qui veut garder au sein de la mobilisation les secteurs les plus prudents et les plus radicaux.

[12](#) – Toute proportion gardée, cette situation forme le pendant du « temps des émeutes » que maints sociologues… et insurrectionnalistes nous promettent (*cf.* notre texte à paraître : JW et GZ : *L'insurrectionnalisme : nostalgie de l'insurrection ou nécessité de notre temps ?*) en lieu et place des révolutions.

[13](#) – Afin d'éviter un échec définitif comme celui des syndicats anglais face à Thatcher, la CGT évite toute confrontation frontale et surtout refuse de considérer que le mouvement peut trouver dans la lutte elle-même sa propre dynamique. Par delà la stratégie d'ensemble de cette centrale, il y a là aussi une analyse raisonnable et raisonnée du rapport de force et surtout de la capacité des salariés à passer ou non à un approfondissement des contenus et des formes de lutte.

[14](#) – Je reprends ce titre d'un texte d'A. Dréan de juin 2009 (on peut se le procurer en le demandant à la revue *Temps critiques* ou à l'auteur : nuee93 free.fr) qui oppose des actions qui se présentent comme radicales (par exemple les séquestrations de dirigeants d'entreprise) mais qui n'expriment souvent pas de contenu nouveau. Nous pouvons être d'accord avec cette approche à condition qu'elle ne reste pas statique. Tout dépend du contexte historique et des rapports de force. Ainsi, en 1968, les séquestrations ont-elles participé grandement de la radicalisation du mouvement de mai et leur arrêt après intervention conjointe du CNPF et de la CGT a constitué un recul du mouvement, au moins dans les usines.

[15](#) – Pour un compte rendu, tendance humour noir, de ce type de blocage, on pourra se reporter au récent texte de P. Verner : *Matin blême sur Saint-Ouen*, février 2011.

[16](#) – Dans une interview, un ouvrier de PSA relève que les syndicats ont multiplié, localement, les petites actions coups de poing sans liens entre elles et des blocages de négociation sans volonté de bloquer la production ou d'élargir la mobilisation. Quant aux raffineries, elles n'ont jamais été totalement mises à l'arrêt, mais seulement mises en veille afin de pouvoir en faciliter le redémarrage rapide. La seule à faire exception a été la raffinerie des Flandres à Dunkerque… dont l'État se moque bien puisqu'elle doit fermer. En fait, c'est le début de répression à la raffinerie de Donges qui a fixé le cadre imparti à la contestation et les limites à ne pas dépasser. Il faut d'ailleurs

remarquer que cette répression a été d'une bien moindre intensité que celle qui a frappé les charbonnages au début des années 60.

[17](#) – Cf. le texte *L'idéologie du blocage* de P. Verner (peter.verner.free.fr)

[18](#) – Cela peut être illustré par la critique que nous faisons de l'idéologie insurrectionnaliste dans notre texte *L'insurrectionnalisme : nostalgie de l'insurrection ou nécessité de notre temps ?* (JW et GZ)

[19](#) – Nous comptons expliciter ce point de vue dans le numéro 16 de *Temps critiques* avec un article à venir de Bernard Pasobrola.

[20](#) – Les actions dans ce secteur semblent avoir été largement surestimées. Par exemple il n'y a jamais eu de grève des ouvriers des incinérateurs d'ordures en Ile de France. Celui d'Ivry qui a été bloqué par des membres des UL CGT et SUD des fonctionnaires de la mairie de Paris, principalement des bureaucrates syndicaux auxquels se sont joints par moments quelques étudiants de l'université de Tolbiac (proche du site), principalement du NPA, et des poignées de squatteurs de Montreuil, qui reconnaissent d'ailleurs, pour certains, qu'ils se sont fait manipuler par les dites UL. À l'incinérateur de Saint-Ouen, quelques ouvriers du site assurent la prétendue sécurité, quelques heures par jour, le reste du temps, ils rentrent chez eux et ils sont payés à 75 % de leur salaire, vu que le « blocage », là non plus, n'est pas réalisé de l'intérieur, mais de l'extérieur, par quelques bureaucrates des services municipaux de la mairie de Saint-Ouen. Il semble en avoir été de même sur le site pétrolier de Grandpuits.

[21](#) – Un exemple nous en est fourni par le tract « Octobre mouvant » en provenance d'Albi. Les auteurs nous préviennent : « [ce texte] est écrit par des personnes qui ne sont pas directement impliquées dedans [le mouvement d'opposition à la réforme du système des retraites] ne serait-ce que parce qu'elles tentent, dans la mesure du possible, d'échapper au travail salarié (en tout cas au travail à temps plein et à durée indéterminée) et ne se trouvent donc pas en position de faire grève ou de participer à des AG interprofessionnelles ».

[22](#) – « On a beau "bricoler des interpros" pour noyer le poisson, faire rentrer au forcing tout le monde dans le grand corps du travailleur générique (les lycéens sont des travailleurs en devenir, les chômeurs des travailleurs sans emploi et les Rsastes convaincus sont des travailleurs qui s'ignorent), on a tellement tordu dans tous les sens le concept de prolétaire-qui-vit-de-son-travail qu'on se demande bien ce que la foule des piquetiers qui se presse à 5h du mat' autour d'un brasero a à voir avec le sujet révolutionnaire de Karl Marx » (tract « Une hypothèse », *op cit.*).

[23](#) – *Théorie Communiste*, no 23, 2010 (correspondance : tc.communisation.net ou R. Simon. BP17. 84300. Vignolles.)

[24](#) – Les insurrectionnalistes diront : se dissocier, rompre, résister, mais c'est un autre débat. Se soustraire, s'interrompre, c'est un peu le programme du tract « Une hypothèse », mais malheureusement il illustre jusqu'à la caricature ce que nous critiquons par la formule « la forme d'abord ». Ainsi, le tract se conclut par un ; « Pousser la forme blocage jusqu'au bout, pour l'éprouver comme hypothèse » !

[25](#) – C'est le cas du tract « Octobre mouvant » qui remet en cause « l'idéal » d'une retraite précoce, un système économique créant toujours plus de « richesses », des attaques contre l'immoralité de la haute finance comme si les emplois productifs étaient forcément « moraux », etc.

[26](#) – Ainsi, dans le bassin minier du Pas de Calais ; l'AG interprofessionnelle a-t-elle bloqué avec les lycéens et étudiants des péages et plates-formes logistiques ainsi que le site de la Française de mécanique.

[27](#) – On a ainsi vu les professeurs de l'Université Lyon II se décarcasser pour apporter quelques milliers d'euros à la caisse de l'intersyndicale de la chimie et même les insurrectionnistes du journal *Premier round* s'en sont félicités !

[28](#) – Le groupe *Théorie communiste* a envisagé ce point, définissant même une « théorie de l'écart » (cf. son no 19), mais dans une perspective classiste : « Entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci existe un écart qui est l'existence de pratiques dans lesquelles le prolétariat, contre le capital, n'accepte plus son existence comme classe de ce mode de production, sa propre existence, sa propre définition sociale ».

[29](#) – Par exemple, dans les hôpitaux et chez les enseignants, ces actes s'inscrivent dans la défense des missions de service public et la croyance en les vertus de la professionnalité. Ils se situent donc essentiellement dans la résistance à ce qui serait un défaut de fonctionnement d'un État devenu libéral.

[30](#) – Certaines de ces luttes, surtout dans la fonction publique, ont montré le poids fondamental que pouvait représenter un engagement individuel public au sein de collectifs spécifiques, sans attendre que soient réunies les conditions d'une action de masse.